

## VERS LE FRONT UNIQUE ?

Après les élections à la Sécurité Sociale, F.O. et C.F.T.C. contrairement à 1955, refusaient de se faire élire par les voix patronales contre la C.G.T. Dans 44 départements, des accords C.G.T., F.O. et C.F.T.C. étaient conclus pour une gestion commune, assurant la présidence et la trésorerie par roulement annuel. Les faibles modifications des élections ne permettent pas de croire à une manœuvre, F.O. et C.F.T.C. ayant au contraire intérêt à recevoir le soutien des patrons pour conserver les places. La réalité, c'est que depuis le tournant de Mollet aux législatives, les rapports sont profondément modifiés et toutes les organisations se retrouvent dans le « camp ouvrier ».

### Des indices encourageants

Avec la quatrième semaine inscrite dans l'accord Renault, le champ de lutte s'est fixé. Circonscrit essentiellement aux travailleurs à statut en 62, il affecte toutes les autres corporations privées des quatre semaines. Les organisations répondent en général par des appels communs à ce désir d'action. La part est difficile à faire de savoir si ce sont ces appels qui permettent d'élever le niveau ou si les appels sont le résultat d'une poussée de la base. Toujours est-il que ce concours de circonstances marque un réveil de la conscience politique de la classe, réveil qu'il ne faut pas surestimer, les appels restant timorés, imprécis sur les formes d'action et sur le programme très inégal d'un secteur à l'autre.

Toutefois, les mouvements sont plus généralisés et plus dynamiques. Les luttes s'élèvent à toute une corporation (mineurs, P. et T., hospitaliers...), à un département (20.000 métallos de la Loire ont débrayé une heure le 22-1). Les grévistes retrouvent la rue (1.500 métallos ont défilé pendant 2 heures dans les rues de Valence). Les appels lient plusieurs corporations, ainsi à Brest, 8.000 travailleurs ont débrayé à l'appel des syndicats C.G.T., F.O. et C.F.T.C. de la métallurgie, du bâtiment et de l'arsenal pour protester contre 1200 licenciements de l'arsenal. Après le lock-out de Marignac, C.G.T. et F.O. ont appelé à ne pas répondre aux lettres individuelles de réembauche.

Mais le plus important, ce sont les appels communs au niveau des fédérations C.G.T., F.O. et C.F.T.C. Ainsi, on relève un appel dans les Cuirs et Peaux pour l'obtention de quatre semaines et la réduction du temps de travail. Un autre appel des trois fédérations de la métallurgie — branche automobile —, même si cet appel reste encore « économique », ne donne aucune directive d'action, il est le premier qui le fasse depuis fort longtemps.

Enfin, le plus important l'unité pour la commémoration du 8 février 62. Si à Paris, la C.F.T.C. n'a pas accepté que les organisations politiques soient signataires mais « s'associent », en province les accords sont plus nets. Cet appel pour le 8 est à l'image de ce qui peut se faire. D'une part, notons que s'y sont jointes une centaine d'organisations-croupion « démocratiques » mais non représentatives, affaiblissant ainsi la pureté de l'appel, d'autre part, il faut bien signaler que le 13 la manifestation sera « fleurie mais digne et silencieuse ». Pas même le mot d'ordre « Papon démission » ! C'est dire que le régime n'est pas mis en cause.

Toutefois, ces appels libèrent les militants de base et les rapports sont meilleurs entre F.O. et la C.G.T. Ainsi dans une usine Chausson, la direction du syndicat F.O. a assisté à une reprise de cartes C.G.T., présidé par L. Mauvais. Mais pour le moment il est assez difficile d'évaluer les changements.

### Que pensent les grandes centrales ?

F.O. : Après avoir longtemps refusé l'unité d'action, F.O. collabore avec la C.G.T. Le rapprochement S.F.I.O.-P.C.F. est à la base de ce tournant, mais aussi la nécessité pour F.O. d'assurer, autrement que par l'intégration au régime, la défense de son réformisme. F.O. est consciente que la C.G.T. n'ira pas trop loin et que tout danger « d'aventure » est exclu, même si ses formes d'intervention sont plus directes dans la classe. Cependant, F.O. encourage l'unité d'action. Un récent communiqué de la C.A. appelant à défendre les quatre semaines, se conclut ainsi : «...La C.A. affirme sa détermination d'aboutir à l'application de ces points, avec l'appui des organisations syndicales représentatives, partout où cela sera susceptible d'apporter une solution positive... »

Dans les discussions, il apparaît nettement que F.O. est la plus proche de la C.G.T. ce qui est contradictoire avec son recul aux élections professionnelles qui s'effectue en partie au bénéfice de la C.F.T.C. Mais ne l'oublions pas, F.O. a pris du

champ par rapport au pouvoir, lequel s'exprime dans son opposition à la réforme du Sénat. Même, on voit des positions surprenantes par rapport à la C.F.T.C. Ainsi, dans un communiqué commun C.G.T. et F.O., des fédérations régionales des mineurs de la Moselle, nous lisons : « ...Regrettent la position de division de la C.F.T.C., qui ne peut en aucun cas servir les intérêts de la corporation... »

C.F.T.C. : La C.F.T.C. présente une toute autre position. Elle risque de perdre sa prédominance dans un Front Unique. Son hostilité à l'égard des partis (P.C.F. et S.F.I.O. en particulier) est ouvertement déclarée. C'est l'organisation la plus réformiste sans tradition réelle dans le mouvement ouvrier. C'est aussi la plus intégrée au régime. Elle ne renonce pas à la planification démocratique. Ainsi, dans une lettre à Pompidou, le 4-12-62, Descamps renouvelle ses propositions : « ...de création d'une Caisse d'investissements, de Comités industriels de contrôle, de Comités économiques et régionaux... où siègeraient des organisations ouvrières et patronales... ». Sur la réforme du Sénat, dans « Carrefour » du 5-12, nous pouvons lire : « ...M. Bothureau de F.O., dénonce ce projet... La C.G.T. est également hostile. A la C.F.T.C., les avis sont partagés... Ils souhaitent des contacts avec le pouvoir, mais ils ne veulent pas être associés au pouvoir. »

C.G.T. : La C.G.T. détient encore la clé de l'unité. Aujourd'hui celle-ci se réalise et la grande centrale doit réapprécier ses rapports avec F.O. principalement. Elle doit combattre le courant sectaire développé par des années de polémique. Là où celui-ci n'existe pas, on se trouve en général en présence d'un courant droitier qui n'est pas plus efficace. Il convient de signaler qu'elle ne pousse ni dans le sens de la réunification, ni dans le sens d'un véritable Front Unique, mais dans celui de l'unité d'action limitée à ses objectifs. Ainsi, en face de la récente proposition de F.O. de grève générale pour les Charbonnages, si elle ne peut maintenir la grève du rendement, elle a proposé 48 heures de grève qui risquent d'être un éteignoir. Dans le domaine du programme, elle commence à aborder la réduction du temps de travail mais que penser en regard de l'absence de coordination pour la quatrième semaine. Pour porter l'unité d'action à un niveau plus élevé, il lui faudrait elle-même être au niveau des campagnes nationales, c'est-à-dire militer pour un programme d'ensemble. Pour la C.G.T., le Front Unique ce ne doit pas être seulement un programme économique — F.O. et C.F.T.C. sont mieux armés sur ce point —, mais ce doit être avant tout la question des perspectives.

Toutefois, la situation est favorable pour la C.G.T. Elle recrute de façon substantielle. Déjà en 62, on notait 55.000 adhérents de plus dans la métallurgie. La reprise des cartes 63 confirme la progression et surtout, nous constatons qu'elle recrute d'anciens délégués, militants de F.O., pour lesquels le retour à la grande maison se pose avec le développement de l'unité.

### Une situation prometteuse

Les rapports C.G.T., F.O. et C.F.T.C. (malgré des réserves) sont irréversibles à moins d'un impossible recul du pouvoir. Si pendant un temps le pouvoir d'achat peut être maintenu grâce au lest que lâcheront patrons et gouvernement, la situation ne peut manquer de se détériorer. Qui peut garantir que dans un an il n'y aura pas 200 ou 300.000 chômeurs en France ? La lutte pour la quatrième semaine de congés peut être une flambée, mais dès maintenant, le retour aux 40 heures se pose avec urgence. Nous ne pouvons espérer que du jour au lendemain les organisations jouent un rôle subjectif, tournent, élaborent un programme et coordonnent les luttes. Il est trop tôt pour parler de Front Unique mais les positions actuelles, en les plaçant du côté de la classe ouvrière, achèvent de démystifier aux yeux des masses le pouvoir gaulliste.

Cette marche au Front Unique sera une arme que les ouvriers sauront utiliser. Il est regrettable qu'elle fonctionne à titre défensif. Aussi l'urgent pour les militants est-il de pousser à l'élaboration d'un programme.

La tactique des luttes est moins préoccupante et si la C.F.T.C. met en avant la « grève générale » qu'elle se méfie que cette idée fasse son chemin. Ce n'est pas par nostalgie que cette formulation est revenue dans l'esprit des militants pour faire face aux réquisitions, lock-out, et menaces qui pèsent sur les grèves après les décrets permettant de juger que telle ou telle action porte atteinte à la Sécurité de l'Etat.

Ce qui doit être important pour nous, ce sont les perspectives qu'ouvre cette unité d'action, surtout au moment où les travailleurs auront à livrer des combats.

P. DUBOIS.

## 40 Heures + 4 Semaines + Salaires !

De quelque manière que l'accord Renault ait été discuté, et nous avons dénoncé le mois dernier les conditions scandaleuses prises par Dreyfus et acceptées par les syndicats pour la discussion (secret sur le déroulement des pourparlers avec, comme corollaire, l'absence d'agitation sur les futurs accords) l'idée des 4 semaines de congés payés pour tous s'est répandue chez tous les travailleurs.

Avec l'augmentation des salaires et l'abaissement du temps de travail, nous avons là les trois revendications qui devraient fixer l'activité revendicative dans les mois à venir. Déjà une série de grèves et de débrayages partiels ont lieu sur ces objectifs.

Mais, alors que beaucoup d'illusions se sont répandues sur la « facilité » avec laquelle le patronat et le gouvernement lâcheraient les 4 semaines, voire même qu'ils prendraient les devants (le « sacrifice » se chiffrerait aux alentours de 2 % de charge supplémentaire) les travailleurs doivent se rendre à l'évidence. Ces quelques jours de congés supplémentaires eux-mêmes ne s'obtiendront pas sans lutte !

Le ton a été donné par l'assemblée du C.N.P.F., et leurs fondés de pouvoir au gouvernement ont pris le là. Le franc qui se portait à merveille pendant la campagne électorale souffrirait déjà des augmentations de salaires qui n'ont pas encore été lâchées. Il n'est pas question de généraliser les 4 semaines, oh mais pas du tout ! Au moment où notre bourgeoisie s'engage dans une lutte concurrentielle à fond, il faut que quelqu'un en paie les frais. Comme le dit clairement la déclaration du C.N.P.F., il faut s'en tenir à « la politique financière heureuse qui a déjà porté ses fruits, engagée à la fin de 1958 ». Souvenons-nous : dévaluation Pinay-Rueff, abaissement du pouvoir d'achat de près de 10 % et franchise de 30 F (nouveaux) de la Sécurité sociale d'un côté, de l'autre, voyez les profits capitalistes jamais aussi élevés.

Nous voilà prévenus. Le 4<sup>e</sup> plan dans lequel on tente de nous enfermer ne laisse aucune place à la diminution de la durée de travail.

Or, les trois objectifs que nous nous fixons sont maintenant inscrits comme nécessités vitales pour la classe ouvrière.

Depuis la libération, l'économie a été redressée, renouvelée presque de fond en comble et la productivité est devenue quasi-insupportable avec les conditions actuelles de travail. L'épuisement physique et nerveux d'un ouvrier travaillant en équipe 8 heures par jour dans les conditions d'exploitation nouvelle est bien plus élevé que celui atteint en 10 heures par son semblable il y a 30 ans.

Et, lorsque les gars de chez Renault comparent avec le « concurrent » Volkswagen, ils remarquent que chez celui-ci, qui a également accordé les 4 semaines, on travaille 200 heures de moins par an qu'à Billancourt ou Flins.

Sur le plan salaires, on constate également que si des augmentations ont été obtenues le coût de la vie a suivi dans une large mesure, récupérant ces augmentations du pouvoir d'achat.

La question donc d'enfoncer le bloc gouvernement-patrons se pose avec une force accrue et ce n'est pas par des discussions que nous y parviendrons. Comment y parvenir ? Voilà le problème délicat.

Pour nous, l'obstacle n'est pas essentiellement constitué par les conditions économiques actuelles qui ne créent pas spontanément une vague d'explosion ouvrière, car nous pensons qu'il y a suffisamment de revendications auxquelles sont attachés les prolétaires pour engager une action massive.

L'obstacle est politique et réside dans les rangs de la classe ouvrière. C'est celui que constitue l'incapacité (pour ne pas dire plus) des directions syndicales et politiques d'adopter une ligne d'action claire.

Pour généraliser les 4 semaines, pour aboutir à la réduction de la durée hebdomadaire du travail, à l'augmentation des salaires liée à l'échelle mobile, il est absurde de s'en remettre aux possibilités locales des sections syndicales. Il est impensable de laisser les militants se débrouiller avec leurs accords maison. L'importance des objectifs fixés réclame une campagne unique des centrales syndicales sur des conventions collectives nationales, capables d'unifier les divers secteurs ouvriers et leurs luttes.

Voilà ce que nous exigeons des différentes centrales, au moment où des possibilités unitaires existent : que la C.G.T., la plus décisive des trois, prenne cette initiative !

(Suite de l'article « Gilles Martinet Théoricien... »)

de celui-ci, il l'a complétée sous la forme d'une réduction, en démontrant qu'aujourd'hui cette théorie consistait à ne pas faire la révolution, puis, si elle se faisait tout de même, sans son avis, de la remettre entre les mains d'une saque et vraie bourgeoisie (pas une lumpen-bourgeoisie) modèle Tunisie-Maroc.

Castro tient un autre langage que nous préférons, et les Anqolais sont de notre avis. Pour sa part, en tant qu'Himalaya et que Kilimandjaro, la montagne Martinet n'a accouché que d'une souris mort-née.

Khrouchtchev dit aux peuples affamés, saignés à blanc, foulés aux pieds, d'attendre que la production russe dépasse celle des U.S.A. Mendès-France leur dit d'attendre qu'il ait convaincu ses amis monopolistes yankees de leur distribuer leurs milliards d'investissements par humanisme et sans rapatriement des profits. Martinet, lui, se différencie d'eux par son radicalisme : à son avis, ce que doivent attendre les peuples prolétaires, c'est que se fasse l'Europe socialiste. Enfin, voici l'annonce d'un effort sur un sujet relativement neuf et renouvelé : voyons la nativité de cette « cité plus grosse que Paris ».

A. LEUWEN.  
(A suivre.)

#### ABONNEMENT

1 an : 10 NF

Sous pli fermé : 15 NF

De soutien : 20 NF

C.C.P. l'Internationale  
19 591-39 Paris

Permanence  
du Parti Communiste  
Internationaliste  
64, rue de Richelieu  
Paris (2<sup>e</sup>)

Tél. : RIC. 03-52  
de 17 h. à 18 h. 30  
Samedi de 15 h. à 18 h.

Le gérant : G. DAVY  
Imp. « E.P. »  
232, rue de Charenton  
Paris-XII<sup>e</sup>